



Losser Audit
Commissaire aux comptes

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022

MAISON FAMILIALE RURALE D'ÉDUCATION & D'ORIENTATION DE COMMERCY

Association régie par la loi de 1901 déclarée à la Préfecture de la Meuse

Siège social : Campus Oudinot – ZAE La Louvière
55200 COMMERCY

SIREN 783 387 954

Assemblée générale ordinaire du 10 juillet 2023

Exemplaire destiné au dépôt des comptes

LOSSER Audit

S.A.S. au capital de 1.000 € - R.C.S. Bar-le-Duc 798 050 415

Société de Commissaire aux comptes membre de la Compagnie Régionale de commissaires aux comptes de l'Est
16 bis, rue de Souville - BP 20123 - 55103 VERDUN Cedex - Tél. 03 29 84 12 73

T.V.A. Intracommunautaire FR 70 798 050 415



Losser Audit
Commissaire aux comptes

Aux adhérents,

OPINION AVEC RÉSERVE

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION MAISON FAMILIALE RURALE D'ÉDUCATION & D'ORIENTATION DE COMMERCY relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous la réserve décrite dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION AVEC RÉSERVE

Motivation de la réserve

Des régularisations impactant le chiffre d'affaires de votre association concernant l'apprentissage à hauteur de 8.250 € ont diminué à tort les produits de l'exercice. Les factures à établir ont été sous-évaluées dans les comptes 2022 à hauteur de 4.153,80 € HT. Des autres charges d'exploitation ont été comptabilisées sans justificatifs et pour certaines, sans raisons, dans vos comptes à hauteur de 14.040,38 €. Enfin, le risque de non-recouvrement découlant de créances antérieures à la dernière rentrée scolaire est sous-évalué.

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.



Losser Audit
Commissaire aux comptes

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Subventions

Nous avons contrôlé la comptabilisation des subventions reçues sur l'exercice. Nous avons obtenu les éléments probants justifiant la réalité et l'exhaustivité des opérations comptabilisées à ce titre dans les comptes de votre association.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.



RESPONSABILITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements



Losser Audit
Commissaire aux comptes

ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

VERDUN, le 10 juillet 2023



LOSSER Audit S.A.S.
Jean-Christophe LAFLOTTE
Commissaire aux comptes

BILAN ACTIF

5991088 - MAISON FAMILIALE RURALE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

ACTIF	Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022			01/01/2021 au 31/12/2021
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	4 103,01	3 242,61	860,40	1 414,27
Autres				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	192 314,66		192 314,66	192 314,66
Constructions	2 573 501,40	766 178,54	1 807 322,86	1 911 741,33
Installations techn., matériel et outil. ind.	76 653,43	68 299,83	8 353,60	6 661,99
Autres	467 489,04	396 375,15	71 113,89	57 706,28
Immobilisations corporelles en cours	638 343,54		638 343,54	242 092,63
Avances et acomptes	5 500,00		5 500,00	
Biens reçus par legs ou d. dest. à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	23 170,99		23 170,99	23 157,49
Prêts				
Autres	76,22		76,22	76,22
TOTAL (I)	3 981 152,29	1 234 096,13	2 747 056,16	2 435 164,87
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				540,93
Créances				
Créances clients, usagers et comptes ratt.	293 033,92	9 408,54	283 625,38	236 720,05
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	13 368,51		13 368,51	13 178,97
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	791 571,04		791 571,04	987 802,97
Charges constatées d'avance	3 677,97		3 677,97	14 679,35
TOTAL (II)	1 101 651,44	9 408,54	1 092 242,90	1 252 922,27
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	5 082 803,73	1 243 504,67	3 839 299,06	3 688 087,14

BILAN PASSIF

5991088 - MAISON FAMILIALE RURALE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

PASSIF	Du 01/01/2022 au 31/12/2022	Du 01/01/2021 au 31/12/2021
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	2 016 237,24	2 021 403,10
Excédent ou déficit de l'exercice	19 399,48	-5 165,86
<i>Situation nette (sous total)</i>	2 035 636,72	2 016 237,24
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 114 061,70	1 057 921,76
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	3 149 698,42	3 074 159,00
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL (II)		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL (III)		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	420 501,63	486 503,06
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	62 857,25	37 972,21
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	89 174,41	75 182,41
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	20 281,33	
Autres dettes	2 213,46	14 270,46
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	94 572,56	
TOTAL (IV)	689 600,64	613 928,14
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	3 839 299,06	3 688 087,14

COMPTE DE RÉSULTAT

5991088 - MAISON FAMILIALE RURALE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

	Du 01/01/22 au 31/12/22	Du 01/01/21 au 31/12/21
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service	725 168,06	485 817,22
<i>Dont parrainages</i>	95 984,67	
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	398 219,81	402 249,82
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	101 552,79	66 189,17
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	396 617,69	53 393,40
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	1 621 558,35	1 007 649,61
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises et autres achats	152 501,14	111 849,50
Variation de stock	540,93	154,89
Autres achats et charges externes	607 397,05	181 957,06
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	9 659,49	25 021,20
Salaires et traitements	504 761,13	454 652,49
Charges sociales	165 854,69	126 291,77
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	130 280,38	128 917,67
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	70 301,59	25 577,98
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	1 641 296,40	1 054 422,56
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-19 738,05	-46 772,95
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	6 116,69	1 675,75
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	6 116,69	1 675,75
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	7 887,78	8 011,73
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)	7 887,78	8 011,73
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	-1 771,09	-6 335,98

COMPTE DE RÉSULTAT

5991088 - MAISON FAMILIALE RURALE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

	Du 01/01/22 au 31/12/22	Du 01/01/21 au 31/12/21
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-21 509,14	-53 108,93
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	673,54	8 432,81
Sur opérations en capital	42 115,56	42 231,20
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	42 789,10	50 664,01
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	1 475,48	
Sur opérations en capital		2 322,94
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	1 475,48	2 322,94
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	41 313,62	48 341,07
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	405,00	398,00
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 670 464,14	1 059 989,37
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	1 651 064,66	1 065 155,23
EXCÉDENT OU DÉFICIT	19 399,48	-5 165,86

5991088 - MAISON FAMILIALE RURALE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2022 dont le total est de 3 839 299,06 Euros, et le compte de résultat de l'exercice dégage un excédent de 19 399,48 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Ces comptes annuels ont été établis le 07/06/2023.

D'autre part, aucun fait significatif ne mérite une information particulière.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- image fidèle
- comparabilité et continuité de l'exploitation
- régularité et sincérité
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2022 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, et celles du règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, qui réforme le règlement CRC 99-01.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

ÉVÈNEMENT COVID-19

Ces comptes sont également établis en fonction des recommandations et observations de l'Autorité des Normes Comptables, relatives à la prise en compte des conséquences de l'événement COVID-19 dans les comptes et situations clos à compter du 1er janvier 2020, publiées le 18 mai 2020 et mises à jour le 3 juillet 2020.

Pour établir les informations à fournir dans l'annexe relatives aux conséquences de la crise sanitaire liée au COVID-19, l'Autorité des Normes Comptables recommande deux approches alternatives : l'approche ciblée ou l'approche d'ensemble. La première présente les principaux impacts jugés pertinents, la seconde s'attache à présenter l'ensemble des impacts, leurs interactions et leur incidence sur les agrégats usuels.

L'approche ciblée a été retenue, compte tenu de : Des principaux impacts pertinents décelés dans les comptes annuels établis.

5991088 - MAISON FAMILIALE RURALE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

Option de traitement des charges financières :

Les coûts d'emprunts liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations incorporelles, et sont comptabilisés en charges.

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations incorporelles, et sont comptabilisés en charges.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

Option de traitement des charges financières :

Les coûts d'emprunts liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles, et sont comptabilisés en charges.

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles, et sont comptabilisés en charges.

Amortissements des biens non décomposables :

La période d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables (mesure de simplification pour les PME) est fondée sur la durée d'usage.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes sur immobilisations financières (titres) et titres de placement sont incorporés dans les coûts des immobilisations.

STOCKS

Les stocks sont évalués selon la méthode premier entré, premier sorti (FIFO).

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous activité est exclu de la valeur des stocks.

Dans la valorisation des stocks, les intérêts sont toujours exclus.

Une provision pour dépréciation des stocks, égale à la différence entre la valeur brute (déterminée

5991088 - MAISON FAMILIALE RURALE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

modalités indiquées ci-dessus) et le cours du jour ou la valeur de réalisation (déduction faite des frais proportionnels de vente), est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

5991088 - MAISON FAMILIALE RURALE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

CADRE A		IMMOBILISATIONS		V. brute des immob. début d' exercice	Augmentations	
					suite à réévaluation	acquisitions
INCORP.	Frais d'établissement et de développement	TOTAL				
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL		4 103		
CORPORELLES	Terrains			192 315		
	Constructions	Sur sol propre		2 572 346		1 156
		Sur sol d'autrui				
		Inst. générales, agencts & aménagts construct.				
	Installations techniques, matériel & outillage industriels			72 202		4 451
	Autres immos corporelles	Inst. générales, agencts & aménagts divers		260 908		
		Matériel de transport		101 663		29 442
		Matériel de bureau & mobilier informatique		75 476		
		Emballages récupérables & divers				
Immobilisations corporelles en cours			242 093		396 251	
Avances et acomptes					5 500	
TOTAL				3 517 003		436 800
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence					
	Autres participations					
	Autres titres immobilisés			23 157		14
	Prêts et autres immobilisations financières			76		
TOTAL				23 234		14
TOTAL GENERAL				3 544 339		436 813

CADRE B		IMMOBILISATIONS		Diminutions		Valeur brute des immob. fin ex.	Réévaluation légale/Valeur d'origine
				par virt poste	par cessions		
INCORP.	Frais d'établissement & dévelop.	TOTAL					
	Autres postes d'immob. incorporelles	TOTAL				4 103	
CORPORELLES	Terrains					192 315	
	Constructions	Sur sol propre				2 573 501	
		Sur sol d'autrui					
		Inst. gal. agen. amé. cons					
	Inst. techniques, matériel & outillage indust.					76 653	
	Autres immos corporelles	Inst. gal. agen. amé. divers				260 908	
		Matériel de transport				131 105	
		Mat. bureau, inform., mobilier				75 476	
		Emb. récupérables & divers					
Immobilisations corporelles en cours					638 344		
Avances et acomptes					5 500		
TOTAL						3 953 802	
FINANCIERES	Particip. évaluées par mise en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés					23 171	
	Prêts & autres immob. financières					76	
TOTAL						23 247	
TOTAL GENERAL						3 981 152	

(1) Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés

5991088 - MAISON FAMILIALE RURALE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles		2 689	554		3 243
TOTAL		2 689	554		3 243
Terrains					
Constructions	Sur sol propre	660 604	105 574		766 179
	Sur sol d'autrui				
	Inst. générales agen. aménag.				
Inst. techniques matériel et outil. industriels		65 540	2 760		68 300
Autres immos corporelles	Inst. générales agencem. amén.	241 773	3 677		245 450
	Matériel de transport	87 930	6 804		94 734
	Mat. bureau et informatiq., mob.	50 638	5 553		56 191
	Emballages récupérables divers				
TOTAL		1 106 486	124 368		1 230 854
TOTAL GENERAL		1 109 174	124 922		1 234 096

CADRE B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES						
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		DOTATIONS			REPRISES			Mouv. net des amorts fin de l'exercice
		Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement								
Fonds commercial								
Autres immobs incorporelles								
TOTAL								
Terrains								
Constr.	Sur sol propre							
	Sur sol autrui							
	Inst. agenc. et amén.							
Inst. techn. mat. et outillage								
A. Immo. corp.	Inst. gales, ag. am div							
	Matériel transport							
	Mat. bureau mobilier inf.							
	Emballages réc. divers							
TOTAL								
Frais d'acquisition de titres de participations								
TOTAL GÉNÉRAL								
Total général non ventilé								

CADRE C		Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler						
Primes de remboursement des obligations						



5991088 - MAISON FAMILIALE RURALE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

TABLEAU DES PROVISIONS

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice	AUGMENTATIONS Dotations de l'exercice	DIMINUTIONS Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	Prov. pour reconstit. gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissements				
	Provisions pour hausse des prix				
	Amortissements dérogatoires				
	<i>Dont majorations exceptionnelles de 30 %</i>				
	Pour prêts d'installation				
	Autres provisions réglementées				
TOTAL					
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges				
	Prov. pour garanties données aux clients				
	Prov. pour pertes sur marchés à terme				
	Provisions pour amendes et pénalités				
	Provisions pour pertes de change				
	Prov. pour pensions et obligations similaires				
	Provisions pour impôts				
	Prov. pour renouvellement des immobilisations				
	Prov. pour gros entretien et grdes réparations				
	Prov. pour chges sociales, fiscales / congés à payer				
TOTAL					
Provisions pour dépréciation	Sur immobilisations				
	- incorporelles				
	- corporelles				
	- Titres mis en équivalence				
	- titres de participation				
	- autres immobs financières				
	Sur stocks et en cours				
	Sur comptes clients	14 937	5 359	10 887	9 409
	Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL		14 937	5 359	10 887	9 409
TOTAL GÉNÉRAL		14 937	5 359	10 887	9 409
Dont provisions pour pertes à terminaison					
Dont dotations & reprises	- d'exploitation		5 359	10 887	
	- financières				
	- exceptionnelles				
Titre mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée					

5991088 - MAISON FAMILIALE RURALE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

TABLEAU DES STOCKS

	Stocks début	Augmentations	Diminutions	Stocks fin
Marchandises				
Matières premières	540,93		540,93	
Autres approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits				
TOTAL	540,93		540,93	

5991088 - MAISON FAMILIALE RURALE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	76		76
ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	22 307	22 307	
	Autres créances clients	270 727	270 727	
	Créances rep. titres prêtés : prov. / dep. antér.			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Etat & autres	1 089	1 089	
	Taxe sur la valeur ajoutée			
	coll. publiques			
	Autres impôts, taxes & versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres) (3)	4 750	4 750	
	Charges constatées d'avance	3 678	3 678	
TOTAL		302 627	302 551	76
renvois	(1) Montant			
	(2) des			
	(3) Prêts & avances consentis aux associés (pers.physiques)			
	Créances reçues par legs ou donations			

5991088 - MAISON FAMILIALE RURALE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	3 678
Financières	
Exceptionnelles	
TOTAL	3 678

PRODUITS À RECEVOIR

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	39 461
Autres créances	4 750
Disponibilités	
TOTAL	44 211

5991088 - MAISON FAMILIALE RURALE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts & dettes à 1 an max. à l'origine				
etbs de crédit (1) à plus d' 1 an à l'origine	420 502	63 269	179 190	178 042
Emprunts & dettes financières divers (1)(2)				
Fournisseurs & comptes rattachés	62 857	62 857		
Personnel & comptes rattachés	44 678	44 678		
Sécurité sociale & autr organismes sociaux	42 493	42 493		
Etat & Impôts sur les bénéfices	405	405		
autres Taxe sur la valeur ajoutée	971	971		
collectiv. Obligations cautionnées				
publiques Autres impôts, tax & assimilés	627	627		
Dettes sur immobilisations & cpts rattachés	20 281	20 281		
Groupe & associés (2)				
Autres dettes (dt det. rel. opér. de titr.)	322	322		
Dettes représentatives des titres empruntés				
Produits constatés d'avance	94 573	94 573		
TOTAUX	687 709	330 477	179 190	178 042

Renvois	(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice	
		Emprunts remboursés en cours d'exer.	65 956
	(2)	Montant divers emprunts, dett/associés	

5991088 - MAISON FAMILIALE RURALE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	94 573
Financiers	
Exceptionnels	
TOTAL DES PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	94 573

CHARGES À PAYER

CHARGES À PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	317
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 846
Dettes fiscales et sociales	61 691
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
TOTAL DES CHARGES À PAYER	72 853

5991088 - MAISON FAMILIALE RURALE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

INDEMNITÉ DE DÉPART À LA RETRAITE

L'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 32 634,00 Euros.

Cet engagement n'a pas été comptabilisé.

Les différents paramètres pour calculer cette indemnité sont les suivants :

Taux d'actualisation 1,00 %

Table de mortalité

Départ volontaire à 62 ans

Taux de turn over 1,00 %

Le taux de charges sociales patronales retenu est de 33% pour l'ensemble du personnel.

L'année des calculs retenue est 2022.

Le départ en retraite est prévu, sauf dérogation individuelle, à 62 ans pour l'ensemble du personnel.

ENGAGEMENTS DONNÉS

	Autres	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Montant
Effets escomptés non échus						
Cautionnements, avals et garanties donnés par la société						
Engagements assortis de sûretés réelles						
Intérêts à échoir	28 333					28 333
Assurances à échoir						
Autres engagements donnés :						
Contrats de crédits-bails						
Contrats de locations financement						
TOTAL (1)	28 333					28 333
	Autres	Dirigeants	Provisions			Montant
Engagements en matière de pensions						
TOTAL	28 333					28 333

5991088 - MAISON FAMILIALE RURALE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

LES EFFECTIFS

	31/12/2022	31/12/2021
Personnel salarié :	21,00	19,00
Ingénieurs et cadres	2,00	2,00
Agents de maîtrise		
Employés et techniciens	19,00	17,00
Ouvriers		